

COMITE D'ENQUETE SUR LES FOURNITURES MILITAIRES—*Suite.*

comité—2766; travail d'exécution—2766; marchés pour fabrication d'obus—2766; fabrication de tri-nitrotoluène—2767; services éminents rendus au pays par ce comité—2767; Parlement a fait son devoir en votant \$100,000,000 pour les fins de la guerre—2767; celui du Gouvernement est de prendre les moyens d'appliquer chaque piastre de cette somme de la façon la plus économique et la plus efficace—2767.

*Sir Wilfrid Laurier*—Regrette que le premier ministre ait eu recours au vieil argument "ad hominem"—2768; a affirmé que l'ancienne administration ne favorisait pas les enquêtes—2768; les deux cas qu'il a cités—2768; premier consistant en une proposition générale du député de Peel (M. Blain), conçue en termes vagues, sans objet particulier, et qui traçait tout simplement une règle de conduite—2768; l'autre, consistant dans une opposition, faite devant le comité des comptes publics, à une question posée à un témoin devant ce comité-là, en 1906, par l'ancien ministre de la Justice et l'ancien ministre des Finances—2768; on avait demandé à ce témoin de révéler certaines choses concernant ses propres affaires, il s'y refusa et le président lui ordonna de répondre, puis le ministre de la Justice et le ministre des Finances exprimèrent l'avis que le témoin n'était pas tenu de révéler les secrets de ses propres affaires—2768; l'attitude des deux ministres ne fut pas alors combattue dans la Chambre—2768; ancien gouvernement sur de simples dires de journaux a ordonné une enquête sur les questions se rattachant au Transcontinental—2768; l'enquête que vient de faire le comité sur les dépenses de la guerre inspire la plus grande inquiétude—2768; comité n'a fait qu'effleurer les questions—2768; affaire Powell—2768; député qui voulait se cacher derrière M. Powell n'y a pas beaucoup gagné—2768; ministère de la Milice et de la Défense a fait preuve de négligence—2768; aurait dû savoir qu'il traitait avec une autre personne que le jeune commis Powell—2768; ministère a fait avec M. Powell une transaction frauduleuse—2769; achat des chevaux—2769; difficile de comprendre comment M. Foster ait pu continuer d'acheter des chevaux et de dépenser à cette fin \$73,000 sans que le gouvernement ait su qu'il dépensait cet argent—2769; gouvernement a perdu des milliers de dollars dans l'achat de mauvais chevaux—2769; j'avouerai facilement qu'il y a eu beaucoup de concussion et de corruption au Canada, mais si la concussion et la corruption sont en tout temps criminelles, elles le sont doublement en temps de guerre—2770; les gens qui ont spolié le gouvernement aussi effrontément ont mis nos troupes en danger, et compromis le succès de notre participation à la guerre, et pour ce crime il ne peut y avoir ni excuse ni pardon—2770; enquêtes devraient se tenir au grand jour et non à huis clos comme l'enquête Ferguson—2770; c'est de cette manière que nous pourrions avoir justice—2771; dans les poursuites il faudra aussi faire plus de

COMITE D'ENQUETE SUR LES FOURNITURES MILITAIRES—*Suite.*

diligence que dans l'expropriation des terrains du camp Valcartier—2771; propriétaires n'ont pas encore reçu leur argent—2771; opinion du comité—2773; système en usage à la milice ne protège pas le pays contre les irrégularités—2773; faut un autre système inauguré par une loi ou autrement—2773; nous nous sommes efforcés de ce côté de la Chambre d'oublier que nous étions des hommes de parti—2773; cherché à éviter la controverse politique—2773; nous croyons et avons toujours cru que la seule chose qui devrait à ce moment concentrer notre attention est la guerre où nous sommes engagés—2773.

Rapports sont adoptés—2774.

## COMITE D'ENQUETE CONCERNANT LES CHAUSSURES MILITAIRES.

*M. Middlebro*—Propose d'adopter le rapport du comité—2515; ordre de référence et autorité du comité—2515; premier bureau d'enquête a fait un travail superficiel—2515; observance des contrats—2515; conformes aux échantillons fournis et approuvés par le ministère—2515; résultat de l'inspection des chaussures condamnées—2515; sur le nombre il y avait des chaussures réparables—2515; chaussures échantillons de la milice—2516; la chaussure-échantillon canadienne et celles qui ont été fabriquées d'après ce type ne paraissent pas avoir été fabriquées de façon à pouvoir supporter les conditions climatiques exceptionnelles et autres circonstances extraordinaires auxquelles elles étaient exposées ainsi qu'à un usage dur—2517; parce que quelques-unes de ces chaussures n'étaient pas en état de supporter ces conditions et cette usure, elles furent condamnées par des conseils d'enquête qui furent établis dans différentes parties du Canada et à Salisbury—2517; ces épreuves ne constituaient pas de justes épreuves pour la moyenne des chaussures convenables à être portées par les soldats—2517; opinion du major Edward Lyman Munsen, une autorité sur la chaussure militaire—2517; contrats pour les bottes—2518; changements apportés aux contrats ont été autorisés—2519; l'urgence—2519; 55,000 paires livrées en six semaines—2519; température exceptionnelle et autres conditions qui ont prévalu lorsque les chaussures ont été mises à l'épreuve—2520; convenance de la chaussure militaire canadienne actuelle—2522; membres de la première commission d'enquête n'avaient pas assez d'expérience—2523; avons retracé l'histoire de l'échantillon de botte militaire canadienne jusqu'à 1910—2525; département de la Milice a approuvé le type actuel de la chaussure après un examen à fond de tous les autres types—2526; chaussure américaine adoptée en 1912 était semblable à la nôtre, bien que plus légère et plus large—2526; personne ne peut blâmer le département—2527; manufacturiers ont rempli les conditions de leur contrat—2527; en plusieurs cas les chaussures étaient supérieures aux échantillons—2527; même cuir tanné au chrome que recommandé pour l'armée améri-